

## PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE SONATRACH - SAFIR

# Peines confirmées pour Meziane et ses co-accusés

**Les cinq accusés dans l'affaire Sonatrach-Safir semblaient pourtant optimistes quant à leur acquittement à l'issue de l'appel qu'ils avaient introduit. Le verdict prononcé hier en début d'après-midi, où le juge a confirmé les peines énoncées en première instance, les a surpris. «Nous nous attendions à être acquittés, c'est injuste !», nous dira l'un.**

Pour rappel, c'est suite au double appel interjeté par les accusés, d'un côté, et le ministère public, de l'autre, que l'affaire des transactions de «gré à gré» conclues entre le groupe Sonatrach et la coentreprise algéro-française d'engineering et de réalisation Safir SPA, impliquant les ex-numéros un et deux de la compagnie pétrolière nationale, Meziane Mohamed et Feghouli Abdelhafid, accusés au même titre que trois autres personnes, de passations de marché contraires à la réglementation et de dilapidation de deniers publics, a été rejugée le 23 novembre 2011 et mise en délibéré. Le ministère public avait requis des peines plus lourdes.

Durant l'audience d'hier, tous ont répondu présent pour entendre le verdict, à l'excepti-

tion d'Abdelhafid Feghouli qui était absent.

L'un des avocats de la défense, qui s'exprimait à l'issue de l'énoncé du verdict, nous dira : «C'est plus facile de maintenir les peines que l'acquittement. Nous pensions vraiment qu'ils allaient tous être acquittés.»

«Nous irons jusqu'au bout et ce n'est pas pour être réintégré, je ne veux plus rien avoir avec Sonatrach, nous le ferons pour les autres cadres et aussi jusqu'à obtenir notre acquittement !» nous dira l'un des cinq accusés.

Les avocats de la défense nous confirmeront que les cinq accusés introduiront un pourvoi en cassation dans les huit prochains jours. A sa sortie du tribunal, l'ex P-dg de Sonatrach, Meziane Mohamed, ne trouvait



Photo : Samir Sid.

pas les mots pour exprimer sa réaction suite au maintien de sa peine. D'un geste de la main, il nous signifiera qu'il ne trouve pas les mots pour réagir au verdict, sa déception était très

visible. Pour rappel, les cinq accusés avaient été jugés en première instance par le Pôle pénal spécialisé d'Oran au mois de mai dernier. Meziane Mohamed, l'ex-P-dg de la compagnie

pétrolière nationale, a été condamné à deux ans de prison, dont un an ferme, le vice-président du groupe et P-dg de la filiale

Activité aval à la période des faits, Feghouli Abdelhafid, avait écopé d'un an de prison dont quatre mois fermes, au même titre que les trois autres accusés : Benamar Touati (P-dg de la filiale Sonatrach : Cogiz), Henni Mekki (DG des études et du développement de Sonatrach), Nechnech Tidjini (DG de la coentreprise algéro-française Safir).

Ces peines étaient assorties d'amendes : 500 000 DA pour Meziane Mohamed, 200 000 DA pour les quatre autres. En vertu de ces décisions, les accusés, à l'exception de Meziane Mohamed, qui était en liberté depuis sa mise sous contrôle judiciaire, ont pu quitter la prison le jour-même, car ayant déjà purgé leur peine.

Hier, ils ont quitté le tribunal décidés à aller jusqu'au bout pour prouver leur innocence.

**Amel Bentolba**

## ELLE L'ACCUSE DE SOUS-TRAITER POUR LE COMPTE DES AMÉRICAINS ET DES FRANÇAIS

# Louisa Hanoune charge Abdallah Djaballah

**Louisa Hanoune a accusé, hier, Saâd Abdallah Djaballah de sous-traiter en Algérie pour le compte de l'administration américaine et du gouvernement français. La secrétaire générale du Parti des travailleurs met en garde contre une «afghanisation» de la région.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - C'est une Louisa Hanoune déchaînée qu'a accueillie, hier matin, la journaliste de la Chaîne III, Souhila El Hachemi. Visiblement peu encline à faire dans le politiquement correct, la secrétaire générale du Parti des travailleurs s'est attaquée de front à Saâd Abdallah Djaballah.

«Selon vous, les islamistes ont-ils reçu des gages (de la part des Etats-Unis et de la France) ?», demande la journaliste. Réponse de Louisa Hanoune : «C'est très simple.

Quand j'ai lu dans la presse algérienne qu'un responsable d'un parti islamiste non encore reconnu... elle n'a même pas le temps de finir sa phrase que Souhila El Hachemi la relance sur-le-champ : «de quel parti parlez-vous ?» Louisa Hanoune enchaîne aussitôt.

«Je parle du parti de Abdallah Djaballah. Il assume ses propos. Il a dit dans un journal arabophone avoir rencontré les ambassadeurs des Etats-Unis et de France (à Alger). Ils lui ont dit qu'ils n'avaient plus peur des islamistes. Que



Louisa Hanoune.

cela ne leur posait plus de problème. Il a même dénoncé la position officielle algérienne à propos de la Libye et de la Syrie. Cela s'apparente à une offre de service. C'est-à-dire qu'il est en train de soutenir la politique américaine et française au sujet de la politique étrangère, des invasions et de l'intégrité des nations. La position algérienne a été indépendante concernant la Libye et la Syrie», a déclaré Hanoune. Puis elle



Abdallah Djaballah.

attaque de nouveau : «Il dit, comme par enchantement, nous allons avoir la majorité alors qu'il n'a pas encore de parti. Qu'il attende un peu d'obtenir son agrément pour voir.»

Puis, dans une rétrospective des années 90, Louisa Hanoune a dressé un bilan des plus négatifs de l'action politique des islamistes, toutes tendances confondues. «Nous avons fait l'expérience, nous avons déjà donné. Nous

avons fait l'expérience de la gestion des communes islamistes en 1990. Puis celle du partage du pouvoir entre les islamistes, les nationalistes et les démocrates. Nous avons déjà fait cette expérience.

Nous avons tout essayé. Ce n'est pas nouveau et, en plus, nous avons eu une tragédie nationale», a-t-elle souligné. Cependant, en abordant ce chapitre, la première responsable du PT semble vouloir changer de position à propos de ses relations passées avec les islamistes. Il s'avère, en effet, que Louisa Hanoune faisait partie des signataires du contrat de Rome, élaboré sous l'égide de la communauté de Sant'Egidio, et visant à réhabiliter le Fis dissous.

En fait, aujourd'hui, la secrétaire générale du Parti des travailleurs met en garde l'opinion publique à propos d'une possible «afghanisation» du Maghreb et du Machrek.

«Rappelez-vous en Afghanistan, les Américains avaient aidé financièrement, politiquement et militairement les talibans jusqu'à ce qu'ils prennent le pouvoir. Par la suite, ils se sont retournés contre eux et leur ont déclaré la guerre.

Ce n'est pas cela que l'on est en train de préparer dans la région Maghreb et du Machrek?» s'interroge-t-elle. Hanoune est convaincue que la menace est bien réelle.

**T. H.**

Photo : Samir Sid.